



RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2024



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-241102033-20240327-2024-041-BF

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 08/04/2024

Publication : 04/04/2024

Pour le Maire



Rappel réglementaire

✓ Le Débat d'Orientation Budgétaire (le DOB)

Le DOB constitue une étape impérative avant l'adoption du budget primitif pour les régions, les départements, toutes les collectivités de 3 500 habitants et plus, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), les syndicats intercommunaux et syndicats mixtes qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus. Ces dispositions s'appliquent également aux établissements publics administratifs et aux établissements publics industriels et commerciaux rattachés aux précédents.

Selon la jurisprudence, la tenue du DOB constitue une formalité préalable substantielle à l'adoption du budget primitif. Dès lors, la délibération sur le budget qui n'aurait pas été précédée d'un débat d'orientation budgétaire serait entachée d'illégalité.

Il est pris acte du débat d'orientation budgétaire par une délibération de l'assemblée délibérante qui doit faire l'objet d'un vote. Par son vote, l'assemblée délibérante prend acte de la tenue du débat et de l'existence du rapport sur la base duquel se tient le DOB et qui doit avoir été transmis à l'ensemble des conseillers.

La tenue du DOB doit avoir lieu dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif et dans un délai raisonnable avant la séance de vote du budget afin que les élus disposent du temps de réflexion et de préparation nécessaire pour délibérer. Il ne peut intervenir ni le même jour ni lors de la même séance que le vote du budget.

✓ Rapport d'Orientations Budgétaires (le ROB)

Le débat d'orientation budgétaire doit faire l'objet d'un rapport conformément aux articles L.2312-1, L.3312-1 et L.5211-36 du CGCT.

Selon la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), traduit dans l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 qui précise le contenu ainsi que les modalités de publication et de transmission du rapport d'orientations budgétaires, pour les communes d'au moins 3 500 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus, les départements, ce rapport doit comporter :

- *« Les orientations budgétaires envisagées, portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la collectivité et le groupement dont elle est membre ;*
- *La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des recettes et des dépenses. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme ;*
- *Les informations relatives à la structure et à la gestion de l'encours de la dette et les perspectives pour le projet de budget ;*
- *La présentation de la structure des effectifs ainsi que des dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les avantages en nature et les heures supplémentaires rémunérées ;*
- *En outre, le ROB présente l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget ».*
- De plus, selon la loi de programmation des finances publiques 2018-2022, le ROB fait figurer :
 - ⇒ Les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ;
 - ⇒ L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

Partie I – Contexte économique, financier et fiscal pour l'exercice 2024

Le contexte international

Croissance, commerce et inflation international

Au niveau international, les disparités entre régions s'accroissent. Ainsi, l'économie américaine a connu un dernier trimestre 2023 à +0,8% après un 3ème trimestre à +1,3%. Cette dynamique de croissance est portée par de puissants soutiens publics et la bonne tenue de la consommation.

L'économie chinoise a aussi connu un troisième trimestre à +1,3% mais son quatrième trimestre 2023 connaît une croissance légèrement plus importante, +1%. Les difficultés du secteur immobilier conjugué à l'atonie de la consommation intérieure freinent la croissance de la deuxième puissance économique.

La zone euro, prise dans son ensemble, est à l'arrêt en 2023. Son activité a progressé de 0,5% par rapport à 2022, résultant principalement du rattrapage économique post-Covid. L'économie européenne est pénalisée par la hausse de l'inflation (+4,9% en 2023), en raison du contexte de la crise en Ukraine, et du resserrement monétaire mené par la BCE dans l'objectif de ramener l'inflation à 2%.

Toutefois, l'inflation connaît un mouvement de baisse général en 2023, pour rappel ce dernier était de 5,2% en 2022. Cette réduction de l'inflation est à mettre au compte de la baisse des prix de l'énergie, notamment de l'électricité. En effet, très dépendante du gaz russe, les sanctions imposées à la Russie ont créé une rupture de l'approvisionnement conduisant les niveaux de stock européens de gaz naturel à atteindre leurs seuils critiques. La reconstitution de ces stocks couplée à des températures douces ont donc permis de réduire les prix de l'énergie.

L'autre composante de l'inflation européenne est l'augmentation des produits alimentaires qui subit la dynamique haussière des prix agricoles et des prix de production des industries agro-alimentaires. La hausse des prix a baissé en intensité, s'établissant pour l'alimentaire à +7,7% sur un an en novembre 2023, alors qu'elle était encore à deux chiffres quelques mois plus tôt. Ce mouvement baissier devrait se poursuivre en 2024 d'après l'ensemble des prévisions, mais sera fonction du contexte international, tant économique que politique. La Banque centrale européenne projette une inflation de la zone euro à +2,7% en 2024.

Le contexte national

Un PIB positif pour les années 2023 et 2024

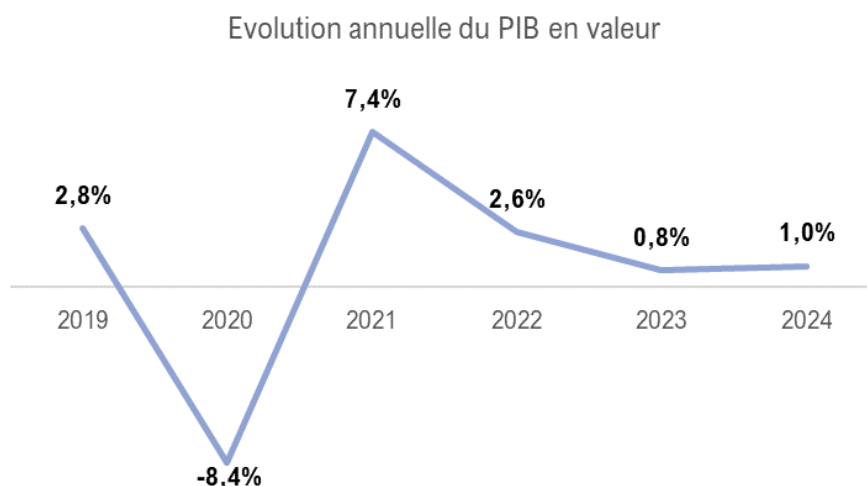
Après une forte croissance du Produit Intérieur Brut en 2021 (+7,4%) résultant de la levée progressive des restrictions sanitaires, le PIB connaît depuis une réduction de son évolution annuelle.

Pour rappel, le PIB est un indicateur économique permettant de mesurer la production de richesse d'un pays. Il est calculé à partir de la valeur ajoutée des entreprises et des comptes des administrations.

Dans son projet de loi de finances pour 2023, le gouvernement avait misé sur une croissance de +1% en 2023 ; soit un taux comparable à celui projeté par la Commission européenne pour la France en septembre 2023. Ce scénario, qui paraissait très optimiste, n'a pas été atteint.

En effet, d'après la note de conjoncture de l'INSEE de février 2024, après une croissance à mi-année à 0,7%, le PIB a peu progressé. La croissance du PIB est de 0,9% pour 2023.

Pour l'année 2024, l'objectif de croissance du PIB du gouvernement était de 1,4% lors du projet de Loi de finances pour 2024. Un niveau de croissance qui paraissait optimiste d'après les prévisions de la fin d'année 2023 et qui a été revu à la baisse fin février pour atteindre +1%. L'INSEE projette certes une accélération de l'activité, mais avec une croissance du PIB à 0,2% par trimestre.



Un ralentissement de l'inflation en 2023 et 2024

Dans son programme de stabilité 2023-2027 présentant les prévisions de croissance et la trajectoire de finances publiques que le Gouvernement se fixe ; ce dernier estimait une moyenne annuelle 2023 de l'inflation à 4,9%, soit en légère baisse par rapport au 5,2% de 2022. Ce taux a été confirmé par l'INSEE dans sa note de conjoncture du 12 janvier 2024.

Pour 2024, le PLF prévoit une inflation à hauteur de 2,6%, soit légèrement en dessous des prévisions issues du programme de stabilité (2,7%). De son côté, le Haut Conseil des Finances publiques considère cette projection comparable ou proche de celles effectuées par d'autres organismes :

- **La Banque de France : 2,4% ;**
- **Le Centre de recherches pour l'expansion de l'économie et le développement des entreprises (Rexecode) : 3,0% ;**
- **L'Observatoire français des conjonctures économiques : 3,6%.**

Une baisse de l'investissement des entreprises en France

Dans le contexte actuel, l'investissement des entreprises françaises, qui a affiché une vigueur notable en 2022 avec une croissance de 3,8%, devrait maintenir une solide progression en 2023, prévoyant une hausse de 3,2%. Cependant, l'horizon pour 2024 semble plus préoccupant, car on anticipe un net ralentissement de l'investissement, avec une croissance attendue de seulement 0,9%. Cette décélération notable en 2024 est principalement imputable à l'augmentation des taux d'intérêts.

Un gain de pouvoir d'achat pour les ménages

Grace à la dynamique haussière des prestations sociales de 4,8% en 2024, la revalorisation des salaires en 2023 et la baisse de l'inflation prévue en 2024, notamment sur les produits alimentaires, les ménages bénéficieraient d'un gain de pouvoir d'achat. En 2024, ils constitueraient le principal moteur de la demande intérieure.

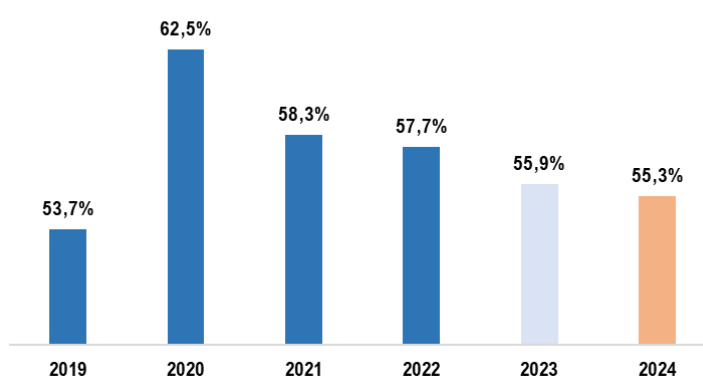
Un déficit public en baisse tout comme le niveau de la dépense publique

Avec le « quoi qu'il en coûte » des années 2020 et 2021, le niveau des dépenses publiques avait fortement augmenté.

En 2023, la dépense publique en pourcentage du PIB continue sa baisse progressive. Cependant, malgré la baisse, les prévisions pour 2024 ne prévoient pas un retour au niveau d'avant crise.

Concernant le déficit public, sa diminution se poursuit mais reste au-dessus du critère de déficit public de 3% du PIB. En 2023, le déficit public est estimé à -4,9% du PIB. Les prévisions de la loi de finances pour 2024 estiment qu'il sera de -4,4% du PIB.

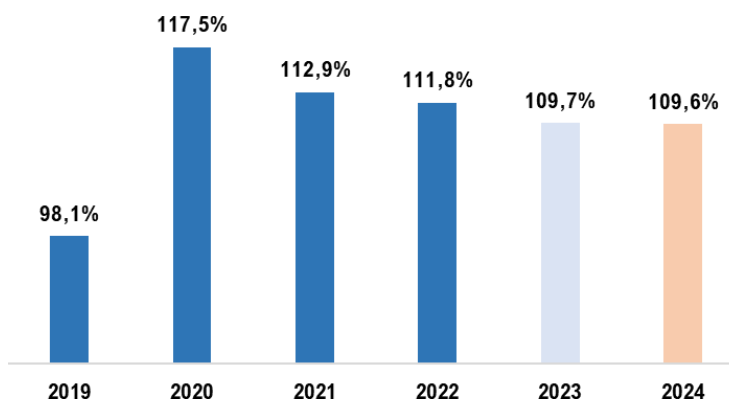
Dépenses publiques (en % du PIB)



Une dette publique en baisse

Tout comme le déficit public, la dette publique en% de PIB a connu une forte augmentation en 2020 en raison de la crise sanitaire et de la politique du « quoi qu'il en coûte ». Dans la loi de finances pour 2024, le Gouvernement prévoit un niveau d'endettement qui repasse sous la barre des 110% et cela grâce à une croissance inhabituellement forte du PIB en valeur.

Dette publique (en % du PIB)



Une nouvelle donne pour les emprunteurs depuis un an

Après une longue période de taux particulièrement faibles, **les taux d'intérêts en Zone Euro ont augmenté significativement entre 2022 et 2023 sous l'impact de la hausse des prix de l'énergie**. Cette hausse a poussé la Banque centrale européenne (BCE) à resserrer sa politique monétaire à de nombreuses reprises entre 2022 et 2023. La BCE a ainsi porté son principal taux de refinancement (REFI) de 0,50% à 4,50%.

En conséquence, l'Euribor 3 mois, **principal index utilisé sur les emprunts à taux variable, est de 3,95% en février 2024**. Les taux longs ont poursuivi leur remontée sous les effets cumulés de la croissance (PIB) depuis 2021 et de la forte inflation. **Le taux de swap EUR à 10 ans s'établit ainsi désormais entre 2,34% et 3,57%.**

La récente remontée des taux modifie **l'exercice de prévisions pour les collectivités, avec un coût des nouveaux emprunts supérieurs à celui des années antérieures**. Aussi, les collectivités pourront, par prudence, calculer les échéances de leurs nouveaux emprunts entre **3 et 4%**. À noter, les intérêts de la dette ne représentent qu'une part très faible des dépenses réelles de fonctionnement (moins de 2% en 2021).

Partie II - La loi de finances pour 2024

Les Prélèvements sur recettes (PSR) de l'Etat

La Loi de finances 2024 prévoit une baisse des PSR de 0,5 milliard d'euros par rapport en 2023 en raison de :

- La fin du filet de sécurité
- La baisse des variables d'ajustement

La minoration des variables d'ajustement s'élève cette année à 27 millions d'€ pour le bloc local et repose sur :

- La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) à hauteur de 14 millions
- Le fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP) à hauteur de 13 millions

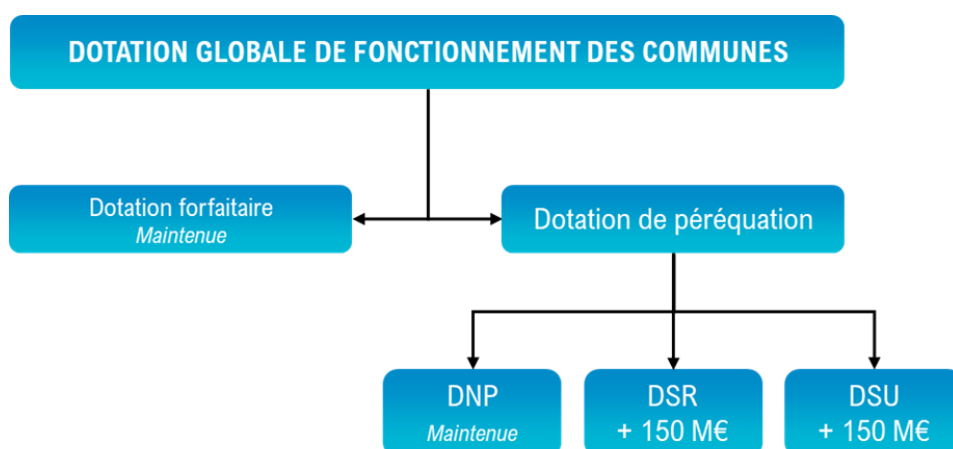
Cette baisse des PSR masque cependant l'augmentation de certaines dotations :

- DGF : + 314 millions €
- FCTVA : + 404 millions €
- Dotation élu local : +15 millions €
- Compensation de la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) : + 24 millions €
- Dotation Commune Nouvelle : + 17,6 millions €
- Compensation perte exceptionnelle de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) : + 3,3 millions €
- Compensation exonération de TFPB pour travaux de rénovation : + 7 millions

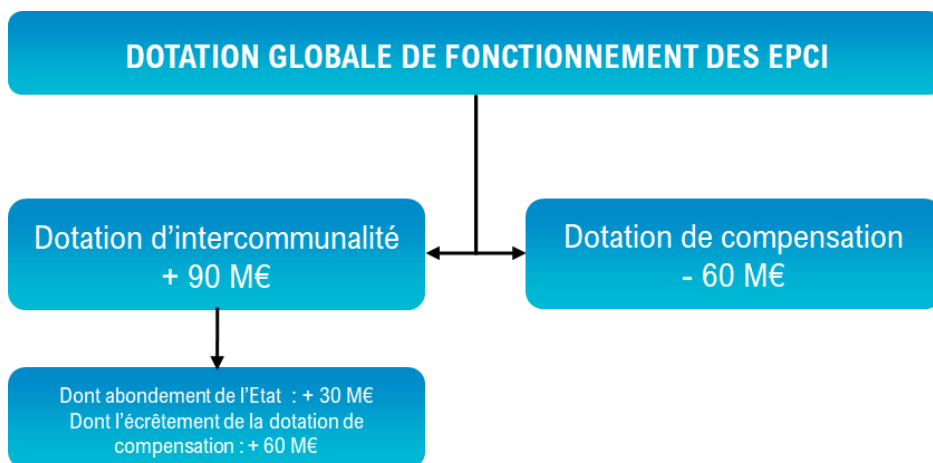
Évolution des dotations

➤ Augmentation de la DGF

La Loi de finances 2024 prévoit une augmentation de + 290 M€ de l'enveloppe de la composante péréquatrice des communes dont la répartition est la suivante :



Une augmentation de la DGF des EPCI est également prévue par la Loi de Finances de 2024. Celle-ci sera affectée sur la Dotation d'Intercommunalité (+ 90M€) et financée en partie par une réduction de la Dotation de Compensation (60M€) et le solde par un prélèvement sur recettes de l'État (30M€) :



➤ **Modification des critères de répartitions de la dotation pour les titres sécurisés et augmentation de l'enveloppe**

La dotation pour les titres sécurisés a été créée par la loi de finances pour 2009, et est versée aux communes équipées d'une ou plusieurs stations d'enregistrement des demandes de passeports et de cartes nationales.

À la suite de la levée des restrictions sur les déplacements, entraînée par la crise sanitaire, les services de délivrance de passeports et de cartes nationales d'identité connaissent depuis mars 2022 un important allongement des délais de délivrance. Pour faire face à cette dégradation des services, la loi de finances pour 2023, avait fortement augmenté l'enveloppe de la dotation pour les titres sécurisés (+10M€).

Dans la continuité de 2023, au sein la loi de finances pour 2024, le gouvernement souhaite continuer son accompagnement aux collectivités et réduire les délais de délivrance des passeports et cartes nationales d'identité. Cela à travers 2 mesures :

a. **La modification des critères de la dotation pour la rendre plus incitative**

Depuis 2017, la dotation se décomposait en deux parts :

- Une part forfaitaire par station d'enregistrement. En 2023, cette part est égale à 9000 € par an et par station ;
- Une part de majoration dépendant du nombre de demandes de passeports et de CNI.

Les nouveaux critères de répartition sont :

- Le nombre de stations d'enregistrement des demandes de passeports et de CNI en fonctionnement dans la commune au 1 janvier de l'année en cours ;
- Le nombre de demandes enregistrées au cours de l'année précédente ;
- L'inscription de ces stations à un module dématérialisé et interopérable de prise de rendez-vous.

Ces nouveaux critères de répartitions peuvent entraîner d'importantes variations de la dotation. Les communes concernées et qui bénéficiaient d'un montant garanti par la part forfaitaire devront ainsi revoir leurs prévisions dans leurs budgets 2024.

b. La forte augmentation de l'enveloppe

L'enveloppe de la DTS serait de 100M€ pour 2024 soit une progression de +47,6M€.

➤ Élargissement de la Dotation Particulière Elu Local

- Élargissement du dispositif aux communes de – 10 000 habitants
- Enveloppe annuelle abondée de + 14 millions
- La suppression de la condition de Potentiel financier faible pour les communes de – de 1 000 habitants.

Les autres ressources affectées

➤ Évolution du FCTVA

Le fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) est un prélèvement sur les recettes de l'État qui constitue la principale aide de l'État aux collectivités territoriales en matière d'investissement.

C'est une dotation versée aux collectivités territoriales et à leurs groupements, et destinée à assurer une compensation, à un taux forfaitaire (16,404%), de la charge de TVA que ces derniers supportent sur leurs dépenses réelles d'investissement et qu'ils ne peuvent pas récupérer par la voie fiscale.

Le gouvernement dans sa Loi de finances pour 2024 fait évoluer le prélèvement sur recette de l'État de +356 M€ par rapport à 2023, soit 7,104M€ en 2024, suite à la réintégration dans l'assiette de l'aménagement des terrains dont le coût est estimé à 250 M€ pour une année pleine.

Fiscalité

➤ La suppression de la CVAE

Annoncée par le projet de loi de finances pour 2023, la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) devait être supprimée pour l'ensemble des redevables à compter de l'année 2024.

La loi de finances pour 2024 prévoit de décaler la suppression définitive de la CVAE à l'année 2027.

Si le PLF prévoyait une suppression de la CVAE en deux ans avec 50% en 2023 et le reste en 2024, la loi de finances pour 2024 prévoit une suppression progressive sur la période 2024 – 2027 pour les 50% de CVAE restante. Cette diminution se traduira de manière linéaire chaque année : baisse du taux d'un quart par an pour toutes les tranches.

- { Pour rappel**
- Taux 2022 : 0,75% (pour les tranches maximales)**
 - Taux 2023 : 0,375% (- 50% par rapport à 2022)**
 - Taux 2024 : toutes les tranches voient leurs taux réduits de 1/4 par rapport à 2023**
 - Taux 2025 : toutes les tranches voient leurs taux réduits de 1/4 par rapport à 2024**
 - Taux 2026 : toutes les tranches voient leurs taux réduits de 1/4 par rapport à 2025**

En outre, dès 2023, la plus faible tranche (< 500 000 € de chiffre d'affaires) sera à égale à 0.

La loi de finances vient supprimer la cotisation minimum sur la valeur ajoutée des entreprises lorsque son montant annuel n'excède pas 63€. Avec cette disposition, en 2024, environ 300 000 entreprises ne seront plus redevables de la CVAE.

Cette mesure vient affecter les entreprises qui devront s'acquitter de la CVAE jusqu'en 2027 et non plus jusqu'en 2024. Cette CVAE est perçue à 100% par l'État en lieu et place des EPCI qui perçoivent en compensation, une fraction de TVA.

➤ **Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour la rénovation des logements sociaux**

Afin d'inciter à la rénovation lourde du parc locatif social ancien, la loi de finances pour 2024 intègre, à cet effet, un dispositif d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties d'une durée de 15 ans à compter de l'année suivant celle de l'achèvement des travaux.

Toutefois, pour être exigibles à cette exonération, quatre conditions cumulatives doivent être remplies :

- 1) Les logements locatifs sociaux achevés depuis au moins 40 ans à la date de dépôt de la demande d'agrément ;
- 2) Ils ont bénéficié d'un prêt réglementé ou bénéficient d'une convention à l'aide personnalisée au logement depuis au moins 40 ans ;
- 3) Ils présentaient avant les travaux un niveau de performance énergétique de classes E, F ou G
- 4) Ils ont fait l'objet d'une décision d'agrément pour la réalisation de travaux permettant :
 - Une amélioration de leur performance énergétique et environnementale (passage d'un classement G ou F à un classement à B ou A) ;
 - Le respect des normes d'accessibilités, de qualité sanitaire ou de sécurité d'usage à l'issue des travaux.

Par ailleurs, la loi de finances pour 2024 indique que cette durée d'exonération est de 25 ans dans le cas où les demandes sont effectuées entre le 1er janvier 2024 et le 31 décembre 2026.

Un prélèvement sur les recettes de l'État est mis en place pour compenser la perte de recettes résultant de l'exonération pour les communes, les EPCI à fiscalité propre et la métropole de Lyon. La compensation est versée chaque année pendant la période d'exonération et est égale au produit :

- Du taux de taxe foncière sur les propriétés bâties appliqué en 2023 dans la collectivité ou l'EPCI à fiscalité propre ;
- De la perte de bases résultant, chaque année, de l'exonération.

Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties et de cotisation foncière des entreprises sur les mâts des éoliennes

Actuellement, il existe une exonération des mâts métalliques des éoliennes au contraire des mâts en béton considérés comme des constructions.

Avec la Loi de Finances 2024, l'exonération est étendue pour les mâts métalliques et les mâts en béton.

Les autres mesures

➤ Réforme des redevances de l'eau

La réforme des agences de l'eau, qui s'appuie sur les travaux des Assises de l'eau en 2019 est introduite dans la Loi de Finances pour 2024.

L'objectif recherché est le renforcement des principes de pollueur-payeur et d'avoir une meilleure répartition de la charge fiscale entre les différents redevables. En effet, jusqu'à présent, il existe un certain déséquilibre entre les différents redevables, plus particulièrement au niveau des ménages qui se retrouvent avec une charge fiscale plus importante que les autres catégories de redevables.

Ainsi, dans la continuité du plan eau, annoncé par le gouvernement en mars 2023, pour une gestion résiliente et concertée de l'eau visant à garantir de l'eau pour tous et des écosystèmes préservés, la loi de finances pour 2024 prévoit une réforme des redevances des agences de l'eau.

Cette réforme prévoit des modifications de la redevance pour pollution de l'eau et de la redevance pour pollutions diffuses : la redevance actuelle pour pollution domestique change de nom et devient « redevance sur la consommation d'eau potable ». Son objectif est d'accentuer le « signal prix, elle sera due par chaque usager final du service d'eau potable, sans distinguer entre consommation domestique et consommation industrielle.

L'article 16 prévoit en outre la création **deux nouvelles redevances qui seront dues par les collectivités gestionnaires des services d'eau et d'assainissement, dès 2025** : La redevance pour la performance des réseaux d'eau potable, d'une part, et d'assainissement, d'autre part. Changement important, ces redevances seront dues par les services d'eau et d'assainissement, et non plus par les usagers. En outre, le taux sera modulé en fonction du taux de performance des réseaux. L'objectif est bien sûr de rendre les services plus performants et de réduire les fuites d'eau.

Des précisions sont attendues dans le cadre du prochain PLF 2025.

Publication obligatoire d'un budget vert pour les collectivités de plus de 3 500 habitants

À partir de l'exercice 2024 : les Comptes administratifs (ou CFU) des collectivités de + 3 500 habitants devront comporter une annexe intitulée « Impact du budget pour la transition écologique ».

Cette annexe présentera les dépenses d'investissement qui contribuent, positivement ou négativement, à tout ou partie des objectifs de transition écologique de la France

Un modèle sera fixé par décret.

La publication facultative pour les communes de moins de 3 500 habitants et pour les Budgets primitifs.

Partie III – Synthèse financière et fiscale du budget principal

1. Une amélioration du compte administratif par rapport à 2022

1.1. Résultats prévisionnels 2023 et fonds de roulement

Le tableau ci-dessous met en évidence les résultats du CA sur les trois dernières années.

Le principal constat de ce tableau est la croissance du fonds de roulement sur la période. Il croît de 2 543 K€ entre 2021 et 2023 pour atteindre 4 043 K€ en 2023, soit un équivalent de 8 mois de paie.

Le fonds de roulement de la commune correspond à **sa trésorerie disponible au moment de la clôture de l'exercice**.

- Le fonds de roulement se décompose entre :
 - Le résultat de fonctionnement
 - Le résultat d'investissement

Cette hausse permettra notamment à la ville de mobiliser son fonds de roulement pour le financement de ses investissements à venir.

En K€	2021	2022	2023
Dépenses de fonctionnement	11 537	11 837	12 322
Recettes de fonctionnement	14 098	13 652	14 561
Reports N-1	1 070	2 625	3 039
Dépenses d'investissement	4 346	2 335	3 197
Recettes d'investissement	3 730	3 609	2 817
Reports N-1	-1 514	-2 130	-855
Détail restes à réaliser de dépenses	616	815	865
Détail restes à réaliser de recettes	1 729	268	256
Résultat de fonctionnement hors reports	2 560	1 816	2 239
Résultat d'investissement hors reports	-616	1 275	-380
Résultat total hors reports	1 944	3 091	1 859
Résultat de fonctionnement (hors RAR)	3 630	4 441	5 277
Résultat d'investissement (hors RAR)	-2 130	-855	-1 235
Résultat total hors RAR (FDR au 31/12)	1 500	3 586	4 042
Résultat (RAR compris)	2 613	3 039	3 433

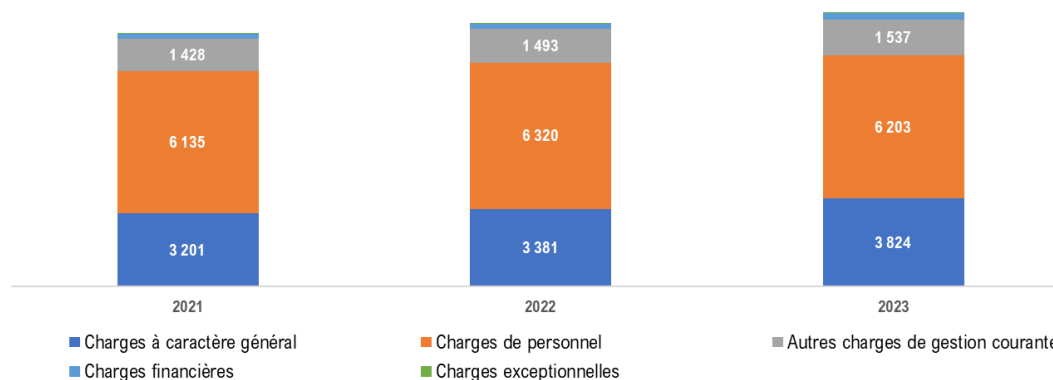
1.2. Évolution 2021-2023 des dépenses de fonctionnement

En K€	2021	2022	2023	Evol. en volume		Evolution en %	
				2022	2023	2022	2023
Charges à caractère général	3 201	3 381	3 824	180	443	5,6%	13,1%
Charges de personnel	6 135	6 320	6 203	185	-116	3,0%	-1,8%
Autres charges de gestion courante	1 428	1 493	1 537	65	44	4,5%	2,9%
Atténuations de produits	8	10	9	2	-1	31,9%	-14,0%
Dépenses de gestion courante	10 771	11 204	11 572	433	369	4,0%	3,3%
Charges financières	202	193	302	-9	109	-4,4%	56,5%
Charges exceptionnelles	36	11	3	-24	-8	-68,0%	-72,7%
Autres charges	0	0	0	0	0		
Dépenses réelles de fonctionnement	11 008	11 408	11 877	400	470	3,6%	4,1%
Dépenses d'ordre	529	429	445	-101	16	-19,0%	3,8%
Dépenses totales de fonctionnement	11 537	11 837	12 322	299	486	2,59%	4,10%

Entre l'exercice 2021 et 2023, les dépenses de fonctionnement augmentent en moyenne de 3,35% par an. Une augmentation principalement portée par :

- Les charges à caractère général qui augmentent de 623 K€ sur la période, soit 9,3% en moyenne par an. Ce chapitre connaît une augmentation très importante en raison de son exposition à l'inflation qui persiste. Cet effet est particulièrement important entre 2022 et 2023 puisqu'on constate une augmentation de 443 K€.
- Les autres charges de gestion courante qui augmentent de 109 K€ sur la période. Entre 2022 et 2023 la progression est de 44 K€. Elle résulte essentiellement de l'augmentation :
 - Des autres contributions obligatoires (+22 K€) qui incluent l'augmentation de la participation communale à l'école Sainte Thérèse afin de se mettre en conformité avec les obligations législatives.
 - De la contribution au SDIS (+23 K€).
- Les charges de personnels qui amorcent une baisse sur l'exercice 2023. En effet, on constate une diminution de 116 K€. Cette situation s'explique par une importante fluctuation du nombre des personnel durant cet exercice.
- Les charges financières progressent fortement en 2023 en raison notamment de l'évolution des taux pour les emprunts souscrits à taux variable (environ 40% de l'encours : se matérialisant par 303,6 K€ d'intérêts en 2023 pour 173,2 K€ en 2022).

Structure des dépenses réelles de fonctionnement (en K€)

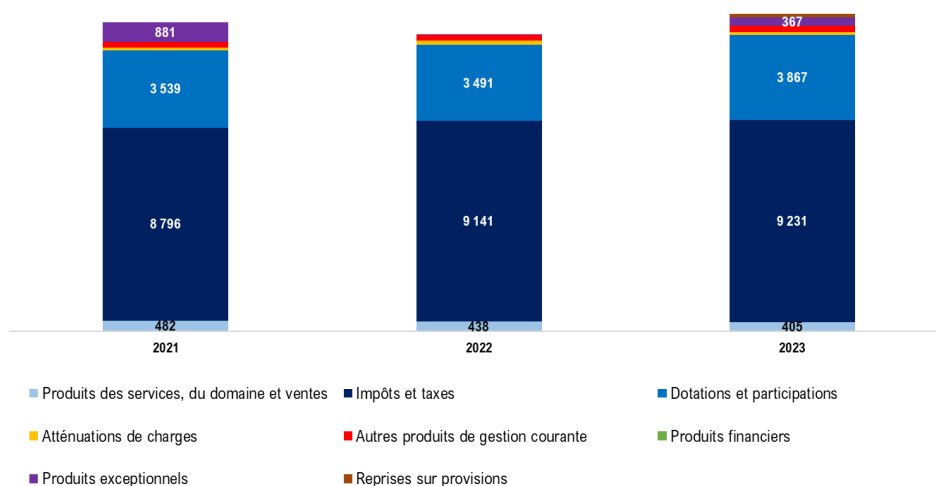


La structure des dépenses réelles de fonctionnement se maintient sur la période :

- Des charges de personnel qui représentent 52% des dépenses en 2023 soit un taux inférieur aux communes de la même strate (59%).
- Des charges à caractère général qui représentent 32% des dépenses en 2023.

1.3. Évolution 2021-2023 des recettes de fonctionnement

Structure des recettes réelles de fonctionnement (en K€)



Au global, les recettes de la ville sont principalement constituées :

- Des impôts et taxes qui représentent 64% des recettes réelles de fonctionnement en 2023 ;
- Des dotations et participations qui représentent 27% des recettes en 2023.

En K€				Evol. en volume		Evolution en %	
	2021	2022	2023	2022	2023	2022	2023
Produits des services, du domaine et ventes	482	438	405	-44	-33	-9,1%	-7,6%
Impôts et taxes	8 796	9 141	9 231	345	91	3,9%	1,0%
Dotations et participations	3 539	3 491	3 867	-47	375	-1,3%	10,7%
Atténuations de charges	127	177	149	50	-27	39,5%	-15,6%
Autres produits de gestion courante	259	265	283	6	19	2,3%	7,0%
Recettes de gestion courante	13 202	13 511	13 935	310	424	2,3%	3,1%
Produits financiers	0	0	0	0	0	17,1%	69,5%
Produits exceptionnels	881	38	367	-843	329	-95,7%	875,6%
Reprises sur provisions	0	0	164	0	164		
Recettes réelles de fonctionnement	14 083	13 549	14 467	-534	917	-3,8%	6,8%
Recettes d'ordre	15	103	94	88	-9	582,1%	-8,7%
Recettes totales de fonctionnement	14 098	13 652	14 561	-445	909	-3,2%	6,7%

Alors que les recettes fiscales augmentent sur la période (+ 436 K€), ainsi que les dotations et participations (+328 K€), les recettes issues des produits des services, du domaine et vente diminuent (-77 K€). Cette baisse s'explique notamment par :

- La baisse des redevances d'occupation du domaine public ;
- La baisse des remboursements liés à la mise à disposition de l'ancienne bibliothèque à la CCRLCM, qui se fait désormais sur le rythme de l'année scolaire et plus sur l'année civile ; la commune utilisant la structure durant la période estivale.

On constate en 2023, un important produit exceptionnel de 327 K€ qui correspond à la 2^{ème} opération photovoltaïque liée à la conclusion d'un bail emphytéotique pour la construction d'une centrale photovoltaïque avec la société SUN'R POWER.

1.4. Évolution de la fiscalité

En K€	2021	2022	2023
Bases nettes TH (THRS en 2021)	964	994	1 196
<i>Evolution</i>	- 92,3%	+ 3,2%	+ 20,3%
<i>dont revalorisation forfaitaire</i>	+ 0,2%	+ 3,4%	+ 7,1%
<i>dont évolution physique</i>	0,0%	- 0,2%	+ 12,3%
Taux TH	13,89%	13,89%	13,89%
Produit TH (THRS en 2021)	134	138	166
Bases FB	11 644	12 041	12 866
<i>dont revalorisation forfaitaire</i>	+ 0,2%	+ 3,4%	+ 7,1%
<i>dont évolution physique</i>	+ 1,0%	+ 0,0%	- 0,2%
Taux FB	61,19%	61,19%	61,19%
Produit FB	7 133	7 375	7 877
Bases FNB	192	185	205
<i>Evolution</i>	+ 1,5%	- 3,5%	+ 10,8%
<i>dont revalorisation forfaitaire</i>	+ 0,2%	+ 3,4%	+ 7,1%
<i>dont évolution physique</i>	0,0%	- 6,7%	+ 3,4%
Taux FNB	93,97%	93,97%	93,97%
Produit FNB	180	174	193
Produit fiscal direct "ménages"	7 447	7 687	8 236
	+ 33,6%	+ 3,2%	+ 7,1%
Bases nettes THLV	403	325	506
Taux THLV	13,89%	13,89%	13,89%
Produit THLV	56	45	70
Compensation locaux industriels	241 540	249 754	267 461
Coefficient correcteur	0,7875	0,7878	0,7878
Application du coefficient correcteur	-1 547	-1 618	-1 728
Total fiscalité "ménages"	5 956	6 114	6 578
% évolution	5,8%	2,7%	7,6%

Les produits de fiscalité sont en progression sur l'ensemble de la période. Cette situation s'explique notamment par une forte progression de la revalorisation forfaitaire des bases s'établissant à 3,4% pour l'année 2022 et **7,1% pour l'année 2023**.

Par ailleurs, entre 2022 et 2023 l'évolution physique est :

- En forte augmentation pour la Taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) (+12,3%) en raison du travail réalisé par les services fiscaux sur les assiettes taxables ;
- En diminution pour la Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) (-0,2%), liée aussi par une requalification de certains biens (exonération / passage TFPB en TFPNB) ;
- En augmentation pour la Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) (+3,4%) résultant principalement des terrains à bâtir et assimilé qui connaît une évolution physique de +12,9%.

Dans le cadre de la réforme de la Taxe d'Habitation (TH) en 2021, le gouvernement a institué un coefficient correcteur (COCO) afin de corriger le déséquilibre engendré par le transfert des bases de foncier bâti.

En effet, pour certaines communes, la part départementale de la Taxe sur le foncier bâti (TFB) sur compense la perte de TH.

Pour d'autres, elle ne permet pas de compenser intégralement la perte de TH. Par conséquent, on applique un coefficient correcteur (à la hausse ou à la baisse pour neutraliser les sous et sur compensation). Ce COCO s'applique au montant de TFB perçu par les communes à compter de 2021. Le COCO pour la ville de Lézignan-Corbières s'élève à 0,7878 (contre 0,7875 en 2021), la commune est donc sur compensée, cela se traduit par une retenue sur ses recettes d'environ -1,73 M€.

Par ailleurs, la baisse des impôts de production mis en place lors de la LFI pour 2021 a eu pour effet de diminuer les bases de TFB pour les locaux industriels. Dans le cas de la ville de Lézignan-Corbières, cela a engendré une baisse des bases de TFB. Afin de compenser cette perte, l'Etat accorde une compensation, elle s'élève pour la ville à 267 K€ en 2023.

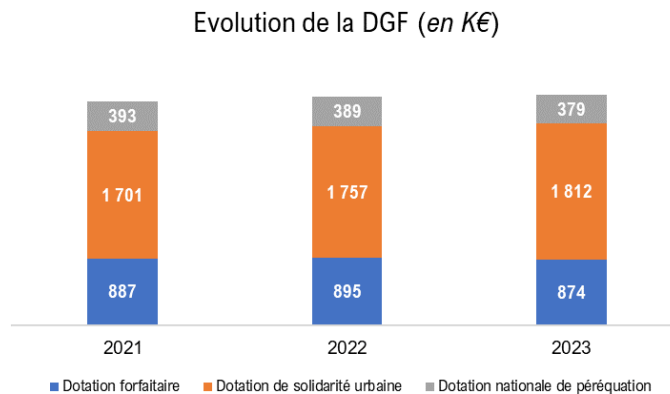
La taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) augmente fortement entre 2022 et 2023. En effet, les bases ont augmenté de 56%. C'est la conséquence de :

- La revalorisation forfaitaire (7,1% en 2023) ;
- L'augmentation physique des bases résultante soit :
 - De logement vide depuis plus de 2 ans (critère pour apprécier la vacance d'un logement) ;
 - De travaux réalisés par les services fiscaux.

Il est à noter que les taux de fiscalité, TF, TFPNB et THRS, en 2024, seront maintenus à leur niveau des exercices précédents et que depuis le début du mandat, ceux-ci n'ont pas connu de modification.

En ce qui concerne la TEOM, fixée par la CCRLCM, à partir de données fiscales propres à chaque commune membre, le taux 2023 de 13.7 %. Il sera maintenu en 2024 grâce aux efforts de gestion concertés des deux collectivités mais aussi grâce aux efforts de tri de la population qui permettent de contenir l'évolution des coûts de traitement.

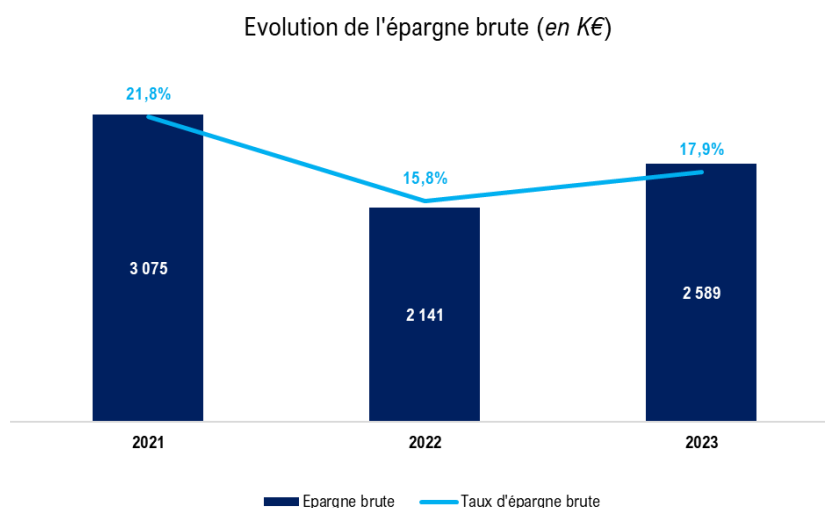
1.5. Evolution de la dotation globale de fonctionnement



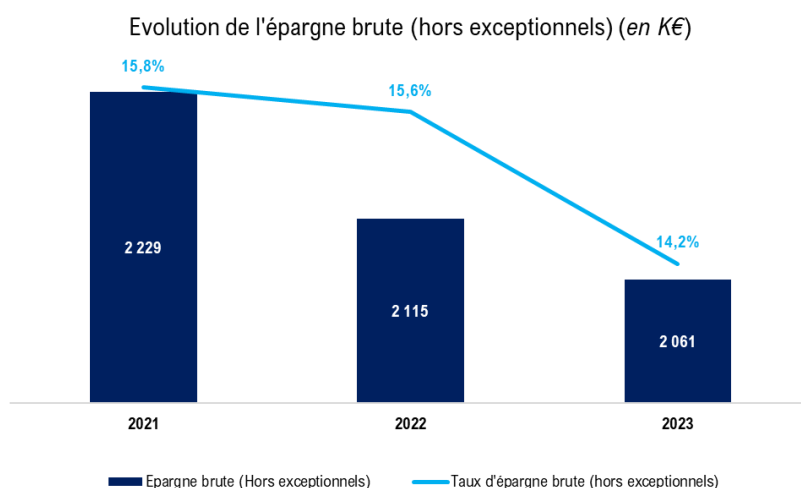
Dans l'ensemble, la dotation globale de fonctionnement (DGF) de la commune augmente de 84 K€ sur la période. Cette augmentation résulte de l'augmentation importante de la dotation de solidarité urbaine, les deux autres dotations étant en baisse sur la période.

- La dotation de solidarité urbaine augmente de 54 K€ en 2023 en raison de l'augmentation de l'enveloppe nationale. Lors du vote de la loi de finances pour 2023, l'enveloppe de DSU a été majoré d'un montant supplémentaire. Cette majoration permet donc de répartir des montants plus importants entre les communes ;
- La dotation forfaitaire se réduit en raison d'une réduction de la population de la Ville ;
- La réduction de la dotation nationale de péréquation résulte de l'augmentation plus rapide du potentiel financier par habitant de la ville comparativement aux communes de la même strate.

1.6. Évolution des soldes intermédiaires de gestion



Après une baisse en 2022, l'épargne brute incluant les charges et produits exceptionnels est croissante entre 2022 et 2023 (+448 K€).



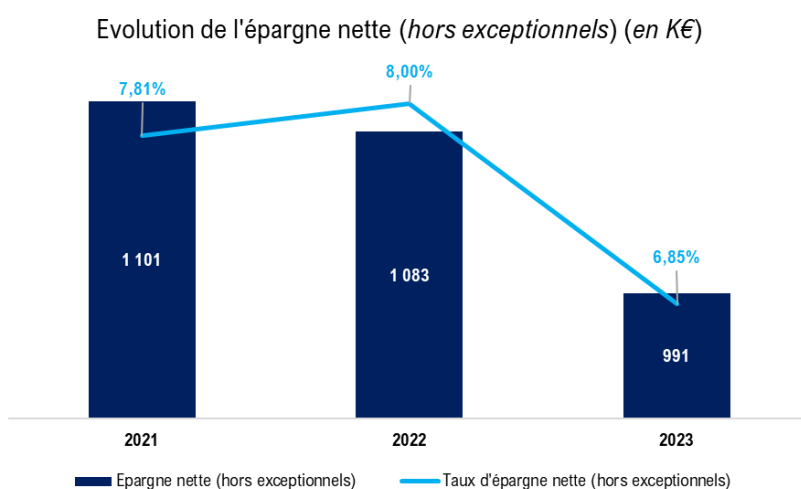
L'épargne brute retraitée (hors produits et recettes exceptionnels), nous permet de constater une tendance baissière sur la période. Entre 2022 et 2023, l'épargne brute de la Ville de Lézignan-Corbières diminue de 53 K€. Cette baisse de l'épargne brute s'explique par une hausse plus rapide des dépenses de la ville hors exceptionnelles (3,3%) que des recettes hors exceptionnelles (3,1%).

La baisse de l'épargne brute retraitée en 2023 entraine une baisse du taux d'épargne brute. Avec un taux se situant à 14,3%, la ville a un taux proche des villes de taille comparable, soit 14,4%.

L'épargne nette correspond à l'épargne brute à laquelle on soustrait le remboursement du capital de l'emprunt sur l'exercice. Elle reflète ainsi la capacité à financer directement les dépenses d'équipements. Le montant de l'épargne nette retraitée (hors dépenses et recettes exceptionnelles) diminue entre 2022 et 2023 en raison :

- De l'épargne brute plus basse de 53 K€ ;
- Du remboursement du capital de l'emprunt plus important de 38 K€ en 2023.

Le taux d'épargne nette retraitée de la ville de Lézignan-Corbières est de 6,86% en 2023, soit un taux inférieur aux 7,74% des communes de la même strate de population.



1.7. Évolution de la section d'investissement

En K€	Evolution 2021-2023			Evol. en volume		Evol. en %	
	2021	2022	2023	2022	2023	2022	2023
Dépenses d'équipement brut	3 168	1 174	1 947	-1 993	772	-62,9%	65,7%
Autres dépenses	23	25	86	2	61	9,6%	246,0%
Dépenses d'investissement hors dette	3 190	1 199	2 033	-1 991	834	-62,4%	69,5%
Remboursement du capital de la dette	1 140	1 032	1 070	-108	38	-9,5%	3,7%
Dépenses réelles d'investissement	4 331	2 231	3 103	-2 099	871	-48,5%	39,1%
Dépenses d'ordre d'investissement	15	103	94	88	-9	582,1%	-8,7%
Dépenses totales d'investissement	4 346	2 335	3 197	-2 011	862	-46,3%	36,9%
Subventions d'équipement	216	458	612	241	154	111,5%	33,7%
Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	635	640	344	5	-296	0,7%	-46,3%
Excédent de fonctionnement capitalisés (1068)	1 980	1 017	1 403	-963	386	-48,6%	38,0%
Autres recettes	19	66	13	47	-53		
Recettes réelles d'investissement hors dette	2 850	2 180	2 371	-670	190	-23,5%	8,7%
Emprunt	350	1 000	0	650	-1 000	185,7%	-100,0%
Opérations liées à l'emprunt	0	0	1	0	1		
Recettes réelles d'investissement	3 200	3 180	2 372	-20	-809	-0,6%	-25,4%
Recettes d'ordre	529	429	445	-101	16	-19,0%	3,8%
Recettes totales d'investissement	3 730	3 609	2 817	-120	-792	-3,2%	-22,0%

L'année 2023 est marquée à la fois par une augmentation des dépenses et des recettes d'investissement hors dette.

Concernant les recettes d'investissement, l'augmentation résulte :

- D'une hausse des subventions qui augmente en lien avec la hausse des dépenses d'équipement ;
- D'une hausse de l'excédent capitalisés (correspondant à l'affectation du résultat).

En revanche, les dotations, fonds divers et réserves sont en baisses. Ce chapitre contient les recettes de la taxe d'aménagement et le FCTVA. Ce dernier est en baisse en raison de la réduction de l'investissement en 2022 (la ville bénéficiant du régime de versement N-1).

Le budget d'investissement étant voté par opérations d'équipement, les opérations concernées sont les suivantes :

Budget principal par opérations	Dépenses réelles d'investissement (avec reste à réaliser 2024 et hors excédents reportés)					Observations
	BP23 + DM	réalisé	dont mandatés	E.N.S.	taux de réalisé ^o	
10 - dotation fonds divers et réserves	71 500,00	63 854,48	63 854,48	0,00	89,31%	versement T.A. à la CCRLCM
211 - opérations non affectées	481 112,88	432 863,39	327 521,57	105 341,82	89,97%	mobilier-véhicule-informatique-logiciel
212 - acquisitions de terrains immeubles	95 490,00	51 956,34	6 188,34	45 768,00	54,41%	étude PLU - acquisit ^o terrain - DPU
223 - travaux piscine	284 602,40	29 264,67	13 371,60	15 893,07	10,28%	étude piscine phase 2 / équipements
234 - travaux écoles	578 809,90	444 735,51	345 097,19	99 638,32	76,84%	toiture Mistral-travaux Daudet Dolto
239 - travaux reboisement environnement	5 900,00	1 260,00	1 260,00	0,00	21,36%	parcours Vita / pinède
246 - signalétique	64 990,15	52 160,12	47 250,06	4 910,06	80,26%	signalisat ^o voiries / verticale-horizontale
251 - équipements sportifs	25 000,00	9 046,20	3 336,00	5 710,20	36,18%	Stades / Gymnases / Boulodrome
252 - cœur de ville	551 447,20	297 840,06	203 078,46	94 761,60	54,01%	acquisit ^o -travaux bat.-études
254 - travaux bâtiments communaux	459 881,24	381 821,37	269 452,95	112 368,42	83,03%	étude-travaux-équipt bat. communaux
255 - voies et réseaux diver	1 557 193,59	1 025 389,08	676 146,44	349 242,64	65,85%	étude -travaux VRD / Crs Rép.
257 - OPAH	47 303,50	43 344,50	26 349,50	16 995,00	91,63%	opérat ^o façade-instal ^o commerces
261 - vidéo surveillance	47 052,00	41 678,40	27 523,20	14 155,20	88,58%	caméras ville
27 - dépôt et cautionnement	25 000,00	22 497,22	22 497,22	0,00	89,99%	gestion Foncia / affaire Zergane
16 - emprunts	1 070 000,00	1 069 779,56	1 069 779,56	0,00	99,98%	-
TOTAL	5 365 282,86	3 967 490,90	3 102 706,57	864 784,33	73,95%	

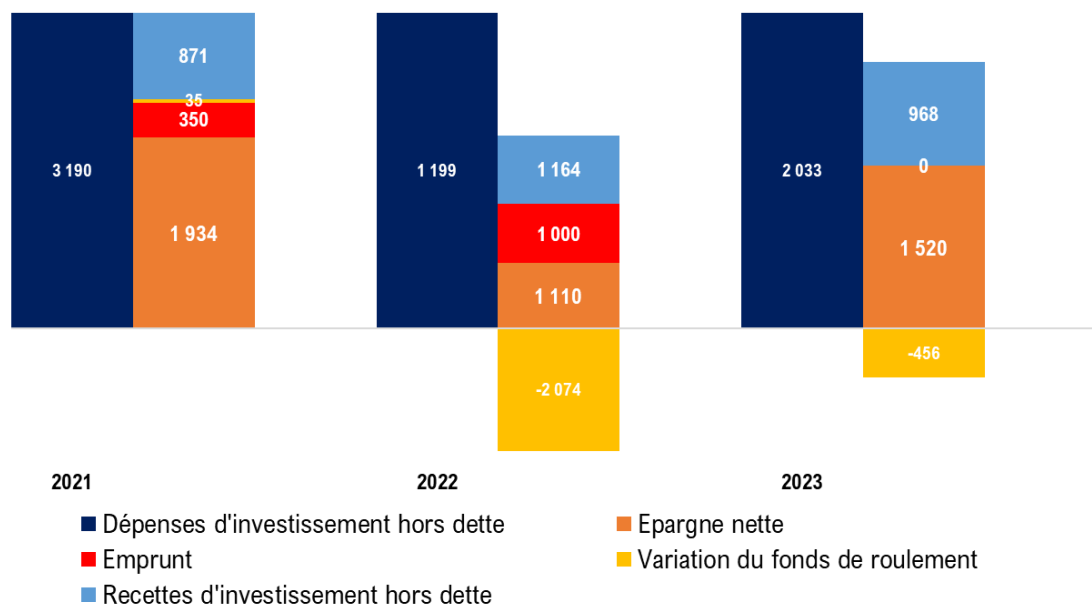
1.8. Mode de financement des investissements

En K€ (hors dépenses et recettes d'ordre)	2021	2022	2023	Total sur la période - 2021/2023	En % du total des modes de financement
Dépenses d'investissement hors dette	3 190	1 199	2 033	6 423	
<i>dont dépenses d'équipement brut</i>	3 168	1 174	1 947	6 289	
<i>dont autres dépenses</i>	23	25	86	134	
Recettes d'investissement hors dette	871	1 164	969	3 003	26,3%
<i>Dont subventions et dotations</i>	852	1 098	956	2 905	
<i>Autres recettes</i>	19	66	14	98	
Charge nette d'investissement	2 320	36	1 064	3 419	
Epargne brute	3 087	2 141	2 589	7 817	
<i>Epargne nette</i>	1 946	1 110	1 519	4 575	40,0%
Variation du fond de roulement	-24	2 074	456	2 506	21,9%
<i>Fonds de roulement au 01/01</i>	1 536	1 512	3 586	6 634	
<i>Fonds de roulement au 31/12</i>	1 512	3 586	4 042	9 140	
Variation de la dette	-790	-32	-1 070	-1 892	
<i>Remboursement du capital de la dette</i>	1 140	1 032	1 070	3 242	
<i>Emprunt</i>	350	1 000	0	1 350	11,8%

Sur l'ensemble de la période analysée, les principaux modes de financement des investissements mobilisés sont l'épargne et le fonds de roulement.

Par ailleurs, la mobilisation de l'emprunt en 2021 et 2022 a conduit à faire significativement progresser le fonds de roulement de la collectivité.

Mode de financement des investissements
(en M€)



2. Une programmation des investissements ambitieuse

2.1. Prévisions d'investissement

2.1.1. 2024 en détail

Programme en K€	2024
Axe 1. Déplacements et voiries	3 010 K€
Dont cours de la République	2 000 K€
Dont programme annuel de renforcement des voiries	850 K€
Axe 2. Habitat et cadre de vie	810 K€
Dont nouveaux locaux Police Municipale	490 K€
Axe 3. Gestion maîtrisée des ressources	265 K€
Axe 4. Entretien et valorisation du patrimoine	1 320 K€
Dont toitures et menuiseries bâtiments communaux (école Mistral, école Daudet, Maison Gibert, Conti, ...)	500 K€
Dont travaux réhabilitation du centre-ville et subventions façades/aides économiques	300 K€
Axe 5. Enfance-social- sports et loisirs-culture	225 K€
Axe 6. Aéroport et projets structurants	215 K€
TOTAL	5 845 K€

Les prévisions d'investissement pour 2024 s'articulent essentiellement au niveau :

- De l'**axe 1** « Déplacements et voiries » dont la majorité des crédits alloués est dédiée au programme cours de la république (2000 K€) mais aussi la réfection de la rue Turgot, le parking de la cité Leon Blum, l'aménagement du parking Diderot ;
- De l'**axe 2** « Habitat et cadre de vie » avec notamment la plantation d'arbres au jardin public, la réhabilitation du bâtiment « Perucho » afin d'y installer la Police Municipale, les acquisitions de biens immobiliers ;
- De l'**axe 4** « Entretien et valorisation du patrimoine » avec la fin des travaux de toitures de l'école F. Mistral, la construction d'un préau à l'école Dolto, les démolitions de l'immeuble sinistré « Blacher » et du bâtiment limitrophe au Tournedos ; enfin la poursuite des travaux subventionnés via l'opération façades et les versements d'aides économiques à l'installation de commerces en centre-ville.

Pour financer ses investissements, la ville pourra notamment mobiliser des subventions, son épargne brute, son fonds de roulement et un emprunt de 2 000 K€.

En K€ (hors dépenses et recettes d'ordre)	2022	2023	2024	Total sur la période - 2022/2024	En % du total des modes de financement
Dépenses d'investissement hors dette	1 199	2 033	5 991	9 224	
<i>dont dépenses d'équipement brut</i>	1 174	1 947	5 845	8 966	
<i>dont autres dépenses</i>	25	86	146	257	
Recettes d'investissement hors dette	1 164	969	586	2 719	43,8%
<i>Dont subventions et dotations</i>	1 098	956	571	2 625	
<i>Autres recettes</i>	66	14	15	95	
Charge nette d'investissement	36	1 064	5 405	6 504	
Epargne brute	2 141	2 589	516	5 247	
<i>Epargne nette</i>	1 110	1 519	-634	1 995	32,2%
Variation du fond de roulement	2 074	456	-4 042	-1 512	-24,4%
<i>Fonds de roulement au 01/01</i>	1 512	3 586	4 042	9 140	
<i>Fonds de roulement au 31/12</i>	3 586	4 042	0	7 628	
Variation de la dette	-32	-1 070	850	-252	
<i>Remboursement du capital de la dette</i>	1 032	1 070	1 150	3 252	
<i>Emprunt</i>	1 000	0	2 000	3 000	48,4%

2.1.2. 2024 -2026

Le PPI de la collectivité est structuré autour de 6 axes d'intervention. Parmi ces axes, la ville consacre la majeure partie de ses dépenses aux programmes « Déplacements et voiries », « Habitat et cadre de vie » ainsi qu'à celui relatif à « l'entretien et la valorisation du patrimoine ».

Concernant le programme « Déplacements et voiries », celui-ci sera tourné vers l'aménagement du parking Minervois et la continuation du programme de réfection/réaménagement des rues de la collectivité.

Pour « l'Habitat et cadre de vie » la volonté principale sera la continuation des aménagements d'espaces verts/publics et le maintien d'une capacité financière en vue d'acquisitions immobilières.

Pour l'axe 3 « Gestion maîtrisée des ressources » ; celui-ci matérialisera la poursuite du relamping afin d'accentuer les économies d'énergies, la poursuite phasée du renouvellement du parc de véhicules communaux.

L'axe 4 « Entretien et valorisation du patrimoine » sera axé sur le réaménagement de bâtiments communaux, la poursuite des études liées à la réhabilitation du centre-ville (petite ville de demain).

A l'orée de l'année 2025, des travaux seront prévus sur les sites sportifs existants comme le stade de la Roumenguière, les études concernant le site de l'ancienne distillerie seront terminées et détermineront les prises de position quant à l'utilisation/l'aménagement de ce lieu.

Concernant l'axe 6 « Aérodrome et projets structurants » l'aménagement du taxiway, la continuation des études visant à la création d'un PEM sur le territoire et le reboisement de certains lieux feront partie des lignes directrices à réaliser.

Programme en K€	2024	2025	2026
Axe 1. Déplacements et voiries	3 010 K€	1 260 K€	800 K€
Cours de la République	2 000 K€	300 K€	
Voie douce Lézignan-Ferrals	30 K€		
Aménagement parking Tourmdeos	70 K€		
Aménagement parking Minervois		400 K€	300 K€
Programme annuel de renforcement des voiries	850 K€	500 K€	500 K€
Programme annuel de sécurité (abribus,...)	60 K€	60 K€	
Axe 2. Habitat et cadre de vie	810 K€	410 K€	410 K€
Programme annuel aménagement espaces publics	60 K€	70 K€	70 K€
Programme annuel aménagement espaces verts	30 K€	30 K€	30 K€
Acquisitions	150 K€	300 K€	300 K€
Cimetière	70 K€		
Nouveaux locaux Police Municipale	490 K€		
Vidéosurveillance et équipements PM	10 K€	10 K€	10 K€
Axe 3. Gestion maîtrisée des ressources	265 K€	200 K€	175 K€
Matériel de propreté et de sécurité	40 K€		
Relamping	100 K€	100 K€	100 K€
Modernisation action publique	25 K€	50 K€	25 K€
Parc auto et matériel roulant	100 K€	50 K€	50 K€
Axe 4. Entretien et valorisation du patrimoine	1 320 K€	1 150 K€	1 450 K€
Démolition de bâtiment parking Tournedos	120 K€		
Toitures et menuiseries bâtiments communaux (école Mistral, école Daudet, Maison Gibert, Conti, ...)	500 K€	200 K€	350 K€
Réhabilitation et restructuration de batiments communaux	250 K€	500 K€	500 K€
Etudes réhabilitation du centre-ville	100 K€	100 K€	300 K€
Travaux réhabilitation du centre-ville et subventions façades/aides économiques	300 K€	300 K€	300 K€
Eglise	50 K€	50 K€	
Axe 5. Enfance-social- sports et loisirs-culture	225 K€	440 K€	350 K€
Site de l'ancienne distillerie	100 K€	40 K€	
Stade la Roumenguière	50 K€	300 K€	350 K€
Équipements sportifs	75 K€	100 K€	
Axe 6. Aéroport et projets structurants	215 K€	25 K€	25 K€
Aménagements aéroport et taxiway	100 K€		
PEM	90 K€		
Projets d'énergies nouvelles et environnement	25 K€	25 K€	25 K€
TOTAL	5 845 K€	3 485 K€	3 210 K€

3. Une programmation pluriannuelle de la section de fonctionnement « prudente »

3.1. Dépenses de fonctionnement

3.1.1. 2024 en détail

En 2024, il est prévu une hausse des dépenses de fonctionnement à hauteur de 12%, justifiée par une forte augmentation des charges à caractère général (+826 K€ par rapport à 2023). Cela se traduit par le positionnement d'un montant conséquent sur le chapitre 66 (charges financières) afin de couvrir les intérêts des prêts à taux variable et les intérêts du nouveau prêt à contracter sur l'exercice.

Dans un contexte d'une inflation qui ralentie mais qui continue à être importante, l'augmentation des charges à caractère général se fait notamment ressentir sur les dépenses énergétiques (électricité, carburant). Celles-ci seront abondées de façon importante tout en prenant compte du réalisé 2023 (pour le poste énergie-électricité : 940 K€ pour exemple).

S'agissant des charges de personnel, elles progressent de 383 K€ par rapport à 2023, soit une augmentation d'environ 6,4%. Cela s'explique par une rotation externe constatée sur 2023 ; la campagne d'embauches afin de palier à ces départs et les simulations pour une mise en place éventuelle après nouvel arbitrage de la prime « pouvoir d'achat » matérialisent principalement cette augmentation.

En K€	2021	2022	2023	2024 est.	Evol. en volume			Evolution en %		
					2022	2023	2024 est.	2022	2023	2024 est.
Charges à caractère général	3 201	3 381	3 824	4 650	180	443	826	5,6%	13,1%	21,6%
Charges de personnel	6 135	6 320	6 203	6 600	185	-116	397	3,0%	-1,8%	6,4%
Autres charges de gestion courante	1 428	1 493	1 537	1 600	65	44	63	4,5%	2,9%	4,1%
Atténuations de produits	8	10	9	10	2	-1	1	31,9%	-14,0%	13,7%
Dépenses de gestion courante	10 771	11 204	11 572	12 860	433	369	1 287	4,0%	3,3%	11,1%
Charges financières	202	193	302	375	-9	109	73	-4,4%	56,5%	24,3%
Charges exceptionnelles	36	11	3	50	-24	-8	47	-68,0%	-72,7%	1511,2%
Autres charges	0	0	0	0	0	0	0			
Dépenses réelles de fonctionnement	11 008	11 408	11 877	13 285	400	470	1 408	3,6%	4,1%	11,9%
Dépenses d'ordre	529	429	445	421	-101	16	-24	-19,0%	3,8%	-5,4%
Dépenses totales de fonctionnement	11 537	11 837	12 322	13 706	299	486	1 383	2,59%	4,10%	11%

3.1.2. 2024 -2026

En K€	2023	2024 est.	2025 est.	2026 est.	Evol. en volume			Evolution en %		
					2024 est.	2025 est.	2026 est.	2024 est.	2025 est.	2026 est.
Charges à caractère général	3 824	4 650	4 738	4 828	826	88	90	21,6%	1,9%	1,9%
Charges de personnel	6 203	6 600	6 765	6 934	397	165	169	6,4%	2,5%	2,5%
Autres charges de gestion courante	1 537	1 600	1 600	1 600	63	0	0	4,1%	0,0%	0,0%
Atténuations de produits	9	10	10	10	1	0	0	13,7%	1,6%	0,0%
Dépenses de gestion courante	11 572	12 860	13 113	13 373	1 287	254	259	11,1%	2,0%	2,0%
Charges financières	302	375	223	311	73	-152	88	24,3%	-40,5%	39,4%
Charges exceptionnelles	3	50	0	0	47	-50	0	1511,2%	-100,0%	
Autres charges	0	0	0	0	0	0	0			
Dépenses réelles de fonctionnement	11 877	13 285	13 337	13 684	1 408	52	347	11,9%	0,4%	2,6%
Dépenses d'ordre	445	421	421	421	-24	0	0	-5,4%	0,0%	0,0%
Dépenses totales de fonctionnement	12 322	13 706	13 758	14 105	1 383	52	347	11,2%	0,4%	2,5%

A l'horizon 2026, la prospective retient une évolution de :

- 2,5% charges de personnel ;
- 1,9% des charges à caractère général.

Les autres postes de charges restent stables, hors charges financières directement impactées par la mobilisation de la dette sur les autres exercices.

3.2. Recettes de fonctionnement

3.2.1. 2024 en détail

Conformément aux prévisions de revalorisation forfaitaire des bases (+ 3,8%), les produits des impôts et taxes devraient progresser en 2024 mais moins qu'en 2023 (+7,1%).

Concernant les produits des services une prévision d'une légère baisse est envisagée pour l'année 2024 (-1,2%), en raison de la cession de patrimoine immobilier qui produisaient des loyers.

Au global, les recettes de fonctionnement sont projetées prudemment avec une réduction de 603 K€ entre 2023 et 2024 soit une baisse d'environ 4,1%.

En K€	2021	2022	2023	2024 est.	Evol. en volume			Evolution en %		
					2022	2023	2024 est.	2022	2023	2024 est.
Produits des services, du domaine et ventes	482	438	405	400	-44	-33	-5	-9,1%	-7,6%	-1,2%
Impôts et taxes	8 796	9 141	9 231	9 400	345	91	169	3,9%	1,0%	1,8%
Dotations et participations	3 539	3 491	3 867	3 600	-47	375	-267	-1,3%	10,7%	-6,9%
Atténuations de charges	127	177	149	145	50	-27	-4	39,5%	-15,6%	-2,7%
Autres produits de gestion courante	259	265	283	255	6	19	-28	2,3%	7,0%	-10,0%
Recettes de gestion courante	13 202	13 511	13 935	13 800	310	424	-135	2,3%	3,1%	-1,0%
Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	17,1%	69,5%	4,9%
Produits exceptionnels	881	38	367	1	-843	329	-366	-95,7%	875,6%	-99,7%
Reprises sur provisions	0	0	164	0	0	164	-164			-100,0%
Recettes réelles de fonctionnement	14 083	13 549	14 467	13 801	-534	917	-665	-3,8%	6,8%	-4,6%
Recettes d'ordre	15	103	94	157	88	-9	63	582,1%	-8,7%	66,3%
Recettes totales de fonctionnement	14 098	13 652	14 561	13 958	-445	909	-603	-3,2%	6,7%	-4,1%

3.2.2. 2024 -2025

En K€	2023	2024 est.	2025 est.	2026 est.	Evol. en volume			Evolution en %		
					2024 est.	2025 est.	2026 est.	2024 est.	2025 est.	2026 est.
Produits des services, du domaine et ventes	404	400	405	410	-4	5	5	-1,1%	1,2%	1,2%
Impôts et taxes	9 231	9 400	9 499	9 599	169	99	100	1,8%	1,0%	1,1%
Dotations et participations	3 867	3 600	3 600	3 600	-267	0	0	-6,9%	0,0%	0,0%
Atténuations de charges	149	145	100	100	-4	-45	0	-2,7%	-31,0%	0,0%
Autres produits de gestion courante	283	255	258	260	-28	3	3	-10,0%	1,0%	1,0%
Recettes de gestion courante	13 935	13 800	13 861	13 968	-135	61	107	-1,0%	0,4%	0,8%
Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	4,9%	0,0%	0,0%
Produits exceptionnels	367	1	0	0	-366	-1	0	-99,7%	-100,0%	
Reprises sur provisions	164	0	0	0	-164	0	0	-100,0%		
Recettes réelles de fonctionnement	14 466	13 801	13 861	13 969	-665	60	107	-4,6%	0,4%	0,8%
Recettes d'ordre	94	157	157	157	63	0	0	66,3%	0,0%	0,0%
Recettes totales de fonctionnement	14 561	13 958	14 018	14 126	-602	60	107	-4,1%	0,4%	0,8%

S'agissant des perspectives à l'horizon 2025, les hypothèses retenues concernant l'évolution des recettes est particulièrement prudente (environ 0,4% en 2025 et environ 0,8% en 2026).

4. Grands équilibres financiers et soldes intermédiaires de gestion

	2021	2022	2023	2024
Epargne brute (en K€)	2 241	2 115	2 061	565
Taux d'épargne brute	15,9%	15,6%	14,2%	4,1%
Epargne nette (en K€)	1 101	1 083	991	-585
Taux d'épargne nette	7,81%	8,00%	6,85%	-4,24%

L'épargne brute de l'année 2024 se réduit par rapport à 2023. Toutefois, la projection est à considérer avec précaution :

- Les recettes, provenant du BP 2024, sont projetées avec prudence et font partie de la tranche basse et sûre du produit dont bénéficiera la commune en 2024 ;
- Les dépenses, provenant du BP 2024, sont aussi projetées avec prudence. Il convient de souligner que la mobilisation de l'emprunt sera « calée » en fonction des subventions obtenues et pourra être levé sur l'exercice en cours et sur l'exercice suivant.

5. Les budgets annexes

Les deux budgets annexes de la ville sont des SPIC (Services publics industriels et commerciaux), à ce titre ils doivent s'autoéquilibrer grâce à leurs recettes propres et ne peuvent, sauf exceptions, bénéficier de versements en provenance du budget principal.

5.1. Budget Eau potable

5.1.1. Exercice 2023

	Eau potable		
	2021	2022	2023
Total des dépenses de fonctionnement	349 539	312 429	304 582
Total des recettes de fonctionnement	564 296	180 274	500 039
Reports	236 111	366 930	234 776
Total des dépenses d'investissement	1 177 870	311 343	494 083
Total des recettes d'investissement	1 552 917	726 195	330 719
Reports	- 645 804	- 270 757	144 094
Résultat de l'exercice N au 31/12	180 111	378 869	410 963
Encours de dette au 31/12	3 423 994	3 298 972	3 172 085

L'année 2023 est marquée par un retour au-dessus de 500 K€ des recettes de fonctionnement. Cela résulte du décalage instauré par la nouvelle DSP (2022) dans la perception de la surtaxe de l'exercice n à l'exercice n+1 *crée de facto* une variation dans la collecte de recette d'une année sur l'autre.

Le résultat continue sa croissance sur la période, augmentant de 32 K€ en 2023 par rapport à 2022.

5.2. Budget Assainissement

5.2.1. Exercice 2023

	Assainissement		
	2021	2022	2023
Total des dépenses de fonctionnement	341 025	330 600	325 882
Total des recettes de fonctionnement	277 542	291 731	423 823
Reports	324 993	261 510	222 641
Total des dépenses d'investissement	309 622	227 205	425 056
Total des recettes d'investissement	280 935	283 724	283 724
Reports	71 024	42 337	140 291
Résultat de l'exercice N au 31/12	303 847	321 496	319 541
Encours de dette au 31/12	925 093	835 262	744 140

En 2023, les recettes de fonctionnement dépassent les dépenses de fonctionnement. Cela résulte aussi du décalage instauré par la nouvelle DSP dans la perception de la surtaxe.

Au global, le résultat de clôture atteint 319 K€.

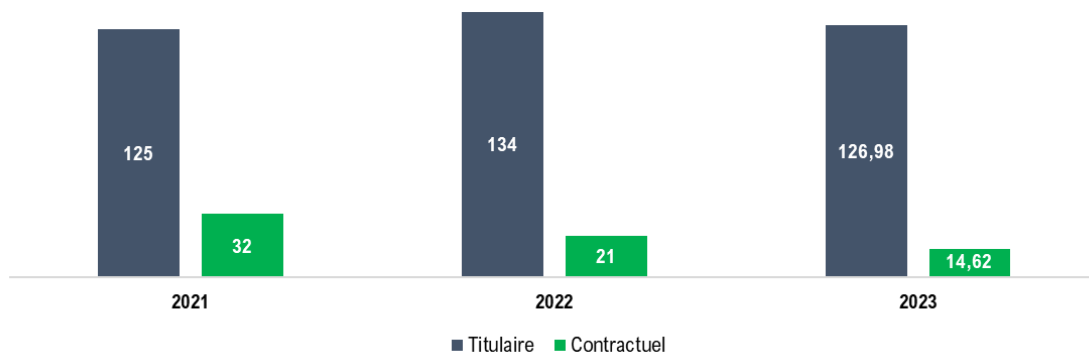
6. La politique en matière de Ressources Humaines

6.1. Structure des effectifs

Les éléments chiffrés comparatifs figurant dans cette synthèse sont établis sur la base des effectifs moyens annuels présents et rémunérés. Ces effectifs comprennent les agents titulaires et stagiaires ainsi que les agents contractuels sur emplois permanents et non permanents.

2023	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C		Contractuel		Effectif total	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
	3	0,50	7,58	4	54,40	57,50	4,28	10,34	69,26	72,34
2022	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C		Contractuel		Effectif total	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
	3	1	7	4	60	59	7	14	77	78
2021	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C		Contractuel		Effectif total	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
	2	1	7	4	57	54	13	19	79	78

Evolution et structure des effectifs (en ETP)

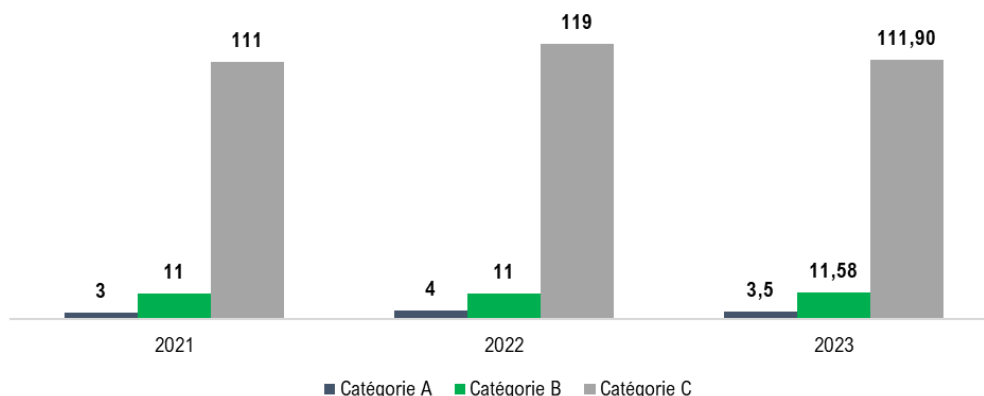


Au sein de la ville, les agents sont majoritairement des fonctionnaires en 2023 (90% sur la mairie de Lézignan-Corbières contre 75,6% au niveau de l'ensemble des communes). On note une baisse des effectifs de 8,6% entre 2022 et 2023. Dont une baisse importante de 30,4% des agent contractuel. Cette situation s'explique par une diminution du nombre de saisonniers.

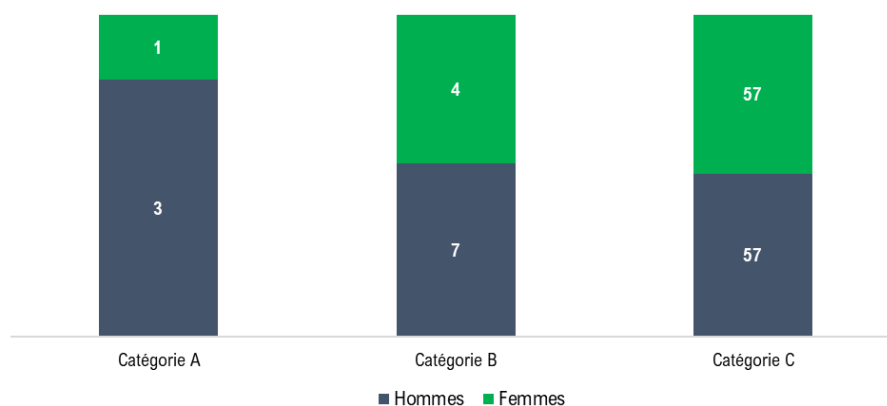
Il faut aussi noter que les effectifs contractuels concernent majoritairement des contrats temporaires de remplacement afin de pallier aux absences pour raison de santé, notamment au sein des écoles. Il convient de prendre en compte également une diminution du temps de travail et des durées de contrats n'incluant pas les périodes de vacances scolaires.

La part des femmes est stable par rapport à l'année précédente, elle représente près de 50% des effectifs tous statuts confondus. Dans la Fonction Publique Territoriale la proportion des femmes était établie par l'INSEE à plus de 60% des agents titulaires et stagiaires contre 45% pour la collectivité en 2020 (dernière source publiée).

Evolution des effectifs moyens annuels titulaires et stagiaires par catégorie (en ETP)



**Nombre de femmes et d'hommes en moyenne, par catégorie
entre 2021 et 2023 (en ETP)**

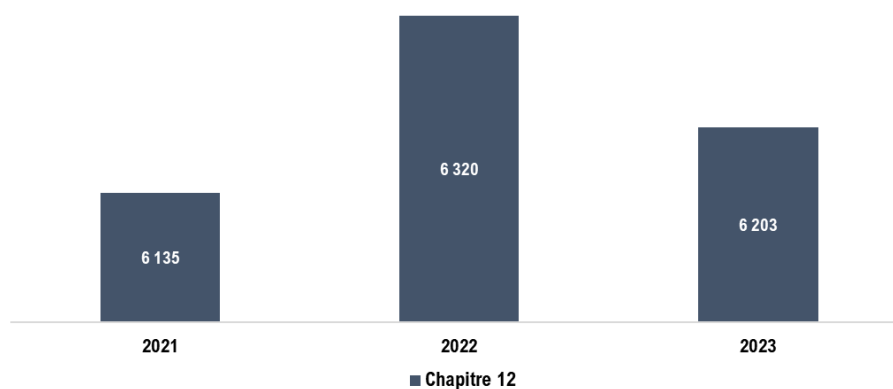


La répartition statutaire reste relativement stable par rapport aux années précédentes. Les agents de catégorie C en 2023 représente 88% de l'effectif titulaire et stagiaire contre 9% pour les catégories B et 3% pour les catégories A.

S'agissant de la répartition des hommes et des femmes, la parité est assez bien représentée sur les catégories C. S'agissant de la Catégorie A et B, les hommes sont majoritaires.

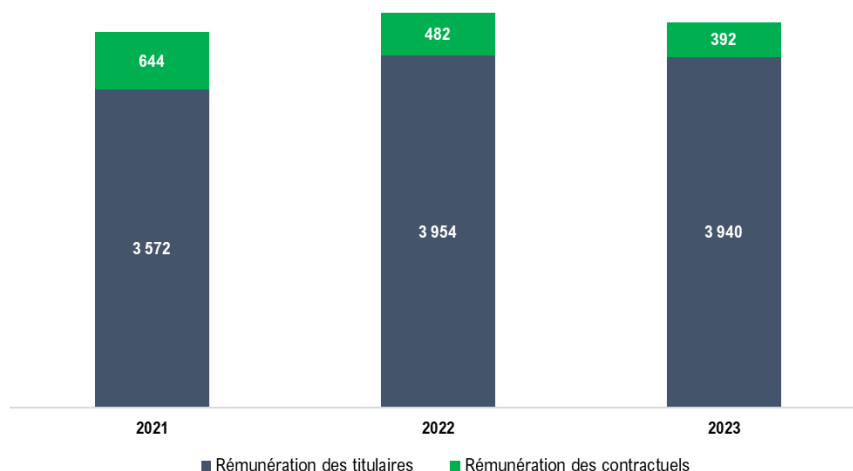
6.2. Structure de la rémunération et évolution prévisionnelle

Evolution du chapitre 12 (en K€)



Le chapitre 012 (charges de personnel) se réduit entre 2021 et 2022 : -117 K€. Cette baisse s'explique par la réduction des agents au sein de la collectivité.

Evolution des rémunérations hors cotisations (en K€)



Les rémunérations des agents titulaires et des agents contractuels baisse de -2,3% en 2023 par rapport à 2022. Cette évolution est aussi liée à la réduction du nombre des agents au sein de la collectivité.

6.3. Absentéisme

Le taux d'absentéisme pour l'année 20223 s'établit à 11,74% contre 12,43% en 2022. Le groupe Relyens, assurance des collectivités territoriales, estimait ce taux à 9,70% pour l'année 2022 sur l'ensemble des collectivités territoriales. Si la mairie de Lézignan-Corbières présente un taux d'absentéisme supérieur, toute comparaison reste délicate au regard des différents modes de calcul.

EVOLUTION ABSENTEISME 2021 - 2023

Type d'absence	2021 (en jours)	2022 (en jours)	2023 (en jours)
Accident du Travail	72,0	1 173,0	343,0
ASA COVID	204,0	16,5	0,0
Congé Maladie Professionnelle	184,0	0,0	300,0
Longue Durée	495,0	730,0	915,0
Longue Maladie	2 425,0	1 688,0	1 289,0
Maladie Ordinaire	2 515,0	3 358,0	3 086,0
Total :	5 895,0	6 965,5	5 933,0
Congé Maternité	112,0	14,0	120,0
Congé Paternité	22,0	50,0	14,0
Total :	134,0	64,0	134,0
Total général	6 029,0	7 029,5	6 067,0
Taux d'évolution	17,20%	16,59%	-13,69%

On constate une baisse du nombre de jours d'absence, soit 13,69% de moins par rapport au nombre de jours comptabilisés entre 2021 et 2022. La moindre gravité des AT explique cette forte diminution.

L'année 2023 est également marquée par une forte progression du nombre d'absence longue durée en lien avec une requalification, par le Conseil médical, d'un congé longue maladie en congé longue durée.

6.4. Avantages en nature

Les avantages en nature restent l'affectation d'un véhicule de fonction au DGS et le logement de fonction à l'agent AFIS qui effectue la surveillance de l'aérodrome.

6.5. Heures supplémentaires

Année	Nombre d'agent	Nombre d'heures supplémentaires effectuées	Coût total pour la collectivité heures supplémentaires
2021	112	7320,06	193 020,63 €
2022	100	7668,02	231 034,76 €
2023	77	5538,24	168 877,64 €

L'année 2023 présente un nombre d'heures supplémentaires en baisse par rapport à 2022 soit -27,77%. Il faut noter que l'année 2022 était exceptionnelle en nombre d'heures supplémentaires notamment liées à l'organisation des élections présidentielle et législative sur l'année 2022 mais également une reprise des manifestations sur le territoire.

En prenant en référence l'année 2021, le nombre d'heures supplémentaires est en baisse de 24,34%.

6.6. Temps de travail

En 2023, le temps de travail dans la collectivité se décompose de la manière suivante :

Nombre de jours dans l'année	365 jours
Journées hebdo de repos 2 jours x 52 semaines	-104
Jours fériés moyen	-8
Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de travail	-25
Nombre de jours travaillés	228
Nombre de jours travaillés = Nb de jours x 7 heures	1 596 h Arrondi à 1600
Journée de solidarité	+ 7h
Nombre total d'heures travaillées	1 607 heures

Pour 2024 :

Nombre de jours dans l'année	366 jours
Journées hebdo de repos 2 jours x 52 semaines	-104
Jours fériés moyen	-8
Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de travail	-25
Nombre de jours travaillés	229
Nombre de jours travaillés = Nb de jours x 7 heures	1 603 h Arrondi à 1600
Journée de solidarité	+ 7h
Nombre total d'heures travaillées	1 607 heures

7. La gestion de la dette

7.1. Répartition, diversification et gestion du risque

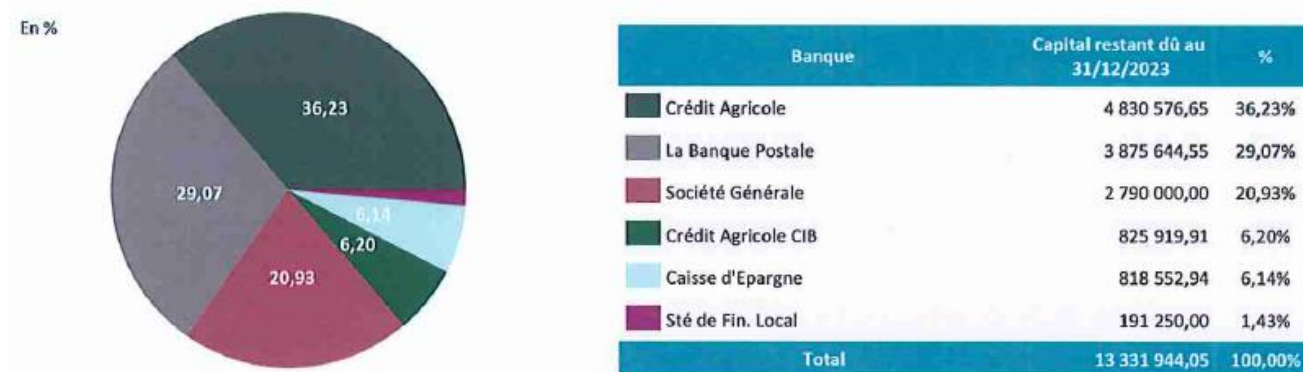
	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2023	Evolution exercice
Encours	14 619 731,88	13 331 944,05	13 331 944,05	↘
Nombre d'emprunts	17	17	17	→
Disponible ligne de trésorerie	0,00	0,00	0,00	→
Durée résiduelle	14 an(s) 11 mois	14 an(s) 4 mois	14 an(s) 4 mois	↘
Vie moyenne résiduelle	7 an(s) 7 mois	7 an(s) 4 mois	7 an(s) 4 mois	↘
Taux moyen annuel	1,52%	2,52%	2,52%	↗
Taux actuariel résiduel (TAR)	2,67%	2,62%	2,62%	↘
Taux de marché *	2,50%	2,86%	2,86%	↗
Marge moyenne	0,95%	0,95%	0,95%	→

* Taux de marché de même durée résiduelle en amortissement annuel constant. Taux hors marge en base exact/360

Au 31/12/2023, l'encours consolidé de la ville s'est établi à 13 332 K€ réparti en 17 emprunts.

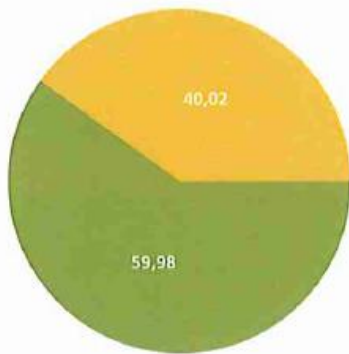
Le taux moyen pour l'exercice en cours est de 2,52%, soit une augmentation de 1 points de pourcentage entre 2022 et 2023.

Aucun nouvel emprunt n'a été souscrit en 2023. Le Crédit Agricole reste le premier partenaire de la ville financier de la ville devant la Banque Postale et la Société Générale.



La dette présente le risque de taux suivant :

En %

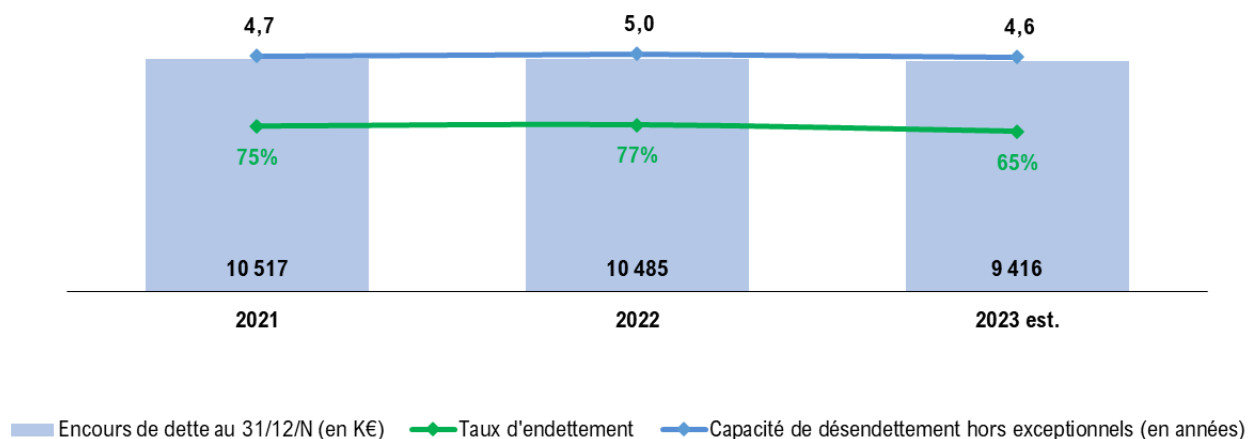


Type de taux	Capital restant dû au 31/12/2023	%
Fixe	7 996 298,97	59,98%
Indexé	5 335 645,08	40,02%
Total	13 331 944,05	100,00%

En 2023, le taux fixe est le taux le plus représenté avec 59,9% de l'encours. Parmi les emprunts à taux indexé 6 sont indexé sur l'Euribor 3 mois et un seul sur le TAG 3 mois.

7.2. Évolution de l'endettement du budget principal

Evolution de l'endettement



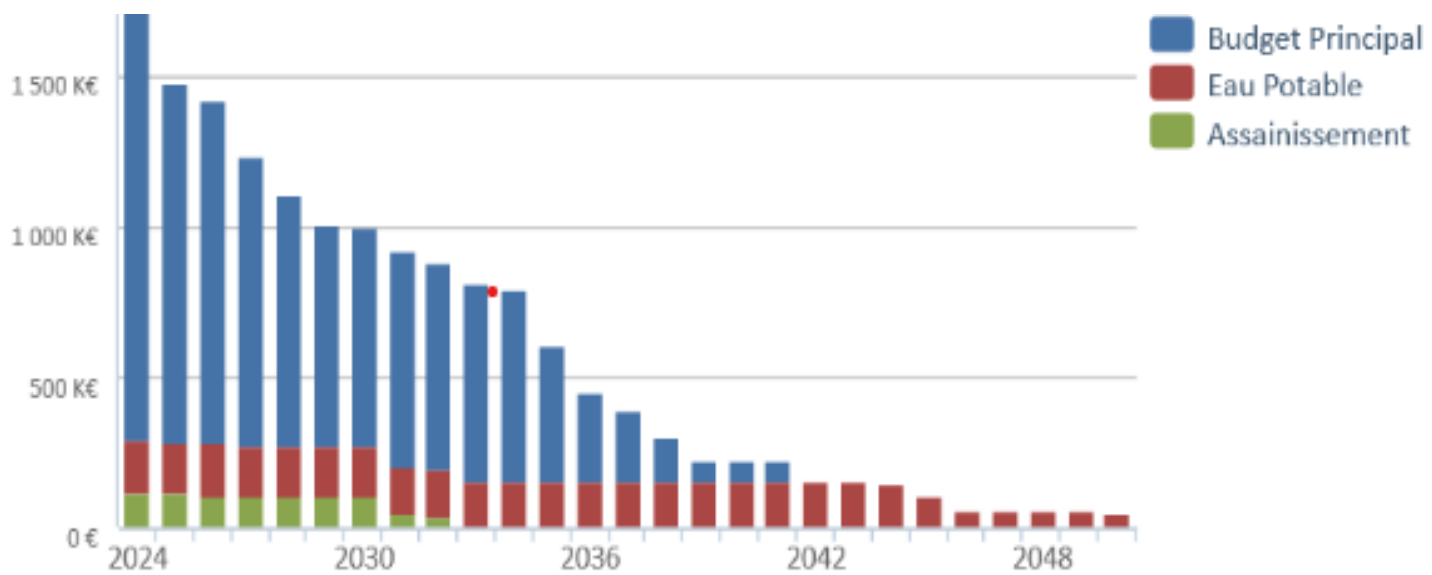
Pour rappel, la capacité de désendettement est le résultat de l'encours de dette divisé par l'épargne brute.

En 2023, malgré une baisse de son épargne brute, la capacité de désendettement de la commune se réduit par rapport à 2022 pour atteindre 4,6 annuités. Cela s'explique par la réduction l'encours de dette entre ces 2 années.

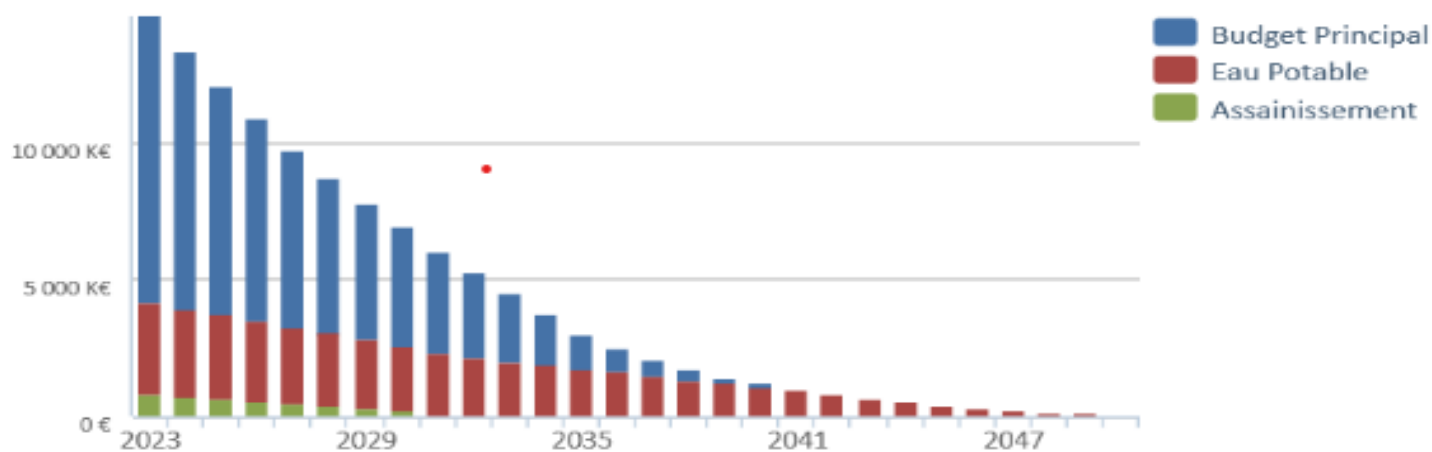
Sur toute la période 2021-2023, la capacité de désendettement de la commune reste bien en dessous du seuil prudentiel fixé entre 12 et 15 années.

La solvabilité de la Ville est bonne et les banques pourront continuer à financer ses projets.

7.3. Profil d'extinction de la dette au 31 décembre 2023



Extinction annuités / Budgets



Extinction Encours / Budget